

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

En ce jour où je suis investi de la plus haute charge de l'État, j'adresse aux Français un message de confiance.

Nous sommes un grand pays qui, dans son histoire, a toujours su affronter les épreuves et relever les défis qui se présentaient à lui. A chaque fois, il y est parvenu, en restant lui-même. Toujours dans l'élévation et l'ouverture. Jamais, dans l'abaissement et le repli.

Tel est le mandat que j'ai reçu du peuple français le 6 mai : redresser la France dans la justice. Ouvrir une voie nouvelle en Europe. Contribuer à la paix du monde comme à la préservation de la planète. Je mesure le poids des contraintes auxquelles nous faisons face : une dette massive, une croissance faible, un chômage élevé, une compétitivité dégradée et une Europe qui peine à sortir de la crise. Mais je l'affirme ici : il n'y a pas de fatalité, dès lors qu'une volonté commune nous anime, qu'une direction claire est fixée et que nous mobilisons pleinement nos forces et nos atouts. Ils sont considérables : la productivité de notre main-d'œuvre, l'excellence de nos chercheurs, le dynamisme de nos entrepreneurs, le travail de nos agriculteurs, la qualité de nos services publics, le rayonnement de notre culture et de notre langue sans oublier la vitalité de notre démographie et l'impatience de notre jeunesse.

La première condition de la confiance retrouvée, c'est l'unité de la Nation. Nos différences ne doivent pas devenir des divisions. Nos diversités des discordes. Le pays a besoin d'apaisement, de réconciliation, de rassemblement. C'est le rôle du président de la République d'y contribuer. Faire vivre ensemble tous les Français sans distinction, autour des mêmes valeurs, celles de la République. Tel est mon impérieux devoir. Quel que soit notre âge, quelles que soient nos convictions, où que nous vivions - dans l'Hexagone ou dans les Outre mers - dans nos villes comme dans nos quartiers et nos territoires ruraux, nous sommes la France. Une France non pas dressée contre une autre, mais une France réunie dans une même communauté de destin.

Et je réaffirmerai en toutes circonstances nos principes intangibles de laïcité, comme je lutterai contre le racisme, l'antisémitisme et toutes les discriminations.

La confiance, c'est aussi l'exemplarité.

Président de la République, j'assumerai pleinement les responsabilités exceptionnelles de cette haute mission. Je fixerai les priorités mais je ne déciderai pas de tout ni à la place de tous. Conformément à la Constitution, le gouvernement déterminera et conduira la politique de la Nation. Le Parlement sera respecté dans ses droits. La justice disposera de toutes les garanties de son indépendance. Le pouvoir d'Etat sera exercé avec dignité mais simplicité. Avec une grande ambition pour le pays. Et une scrupuleuse sobriété dans les comportements. L'Etat sera impartial parce qu'il est la propriété de tous les Français et qu'il n'appartient donc pas à ceux qui en ont reçu la charge. Les règles de nomination des responsables publics seront encadrées. Et la loyauté, la compétence, et le sens de l'intérêt général seront les seuls critères pour déterminer mes choix pour les plus hauts serviteurs de l'Etat. La France a la chance de disposer d'une fonction publique de qualité. Je veux lui dire ma reconnaissance et l'attente que je place en elle et en chacun de ses agents. La confiance, elle est dans la démocratie elle-même. Je crois en la démocratie locale et j'entends la revivifier par un nouvel acte de décentralisation susceptible de donner de nouvelles libertés pour le développement de nos territoires. Je crois en la démocratie sociale, et de nouveaux espaces de négociation seront ouverts aux partenaires sociaux, que je respecterai, aussi bien les représentants des salariés que les organisations professionnelles. Je crois en la démocratie citoyenne, celle des associations et des engagements civiques qui seront soutenus pour les millions de bénévoles qui s'y dévouent. La confiance, elle repose sur la justice dans les choix. La justice dans la conception même de la création de richesse. Il est temps de remettre la production avant la spéculation, l'investissement d'avenir avant la satisfaction du présent, l'emploi durable avant le profit immédiat. Il est temps d'engager la transition énergétique et écologique. Il est temps d'ouvrir une nouvelle frontière pour le développement technologique et pour l'innovation. Mais la justice elle aussi dans la répartition de l'effort indispensable. Il ne peut pas y avoir des sacrifices pour les uns, toujours plus nombreux, et des privilèges pour les autres, sans cesse moins nombreux. Ce sera le sens des réformes que le gouvernement conduira avec le souci de récompenser le mérite, le travail, l'initiative, et de décourager la rente et les rémunérations exorbitantes.

La justice, ce sera le critère sur lequel chaque décision publique sera prise.

Enfin la confiance, c'est à la jeunesse que la République doit l'accorder. Je lui rendrai la place qui doit être la sienne, la première. C'est le fondement de mon engagement pour l'école de la République car

sa mission est vitale pour la cohésion de notre pays, la réussite de notre économie, C'est la volonté qui m'anime pour rénover la formation professionnelle, l'accompagnement des jeunes vers l'emploi et lutter contre la précarité. C'est aussi la belle idée du service civique que j'entends relancer.

Mesdames et Messieurs,

En ce jour, bien des peuples, et d'abord en Europe, nous attendent et nous regardent.

Pour surmonter la crise qui la frappe, l'Europe a besoin de projets. Elle a besoin de solidarité. Elle a besoin de croissance. A nos partenaires, je proposerai un nouveau pacte qui allie la nécessaire réduction des dettes publiques avec l'indispensable stimulation de l'économie. Et je leur dirai la nécessité pour notre continent de protéger, dans un monde si instable, non seulement ses valeurs mais ses intérêts, au nom du principe de réciprocité dans les échanges.

La France est une nation engagée dans le monde. Par son histoire, par sa culture, par ses valeurs d'humanisme, d'universalité, de liberté, elle y occupe une place singulière. La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen a fait le tour du monde. Nous devons en être les dépositaires et nous situer aux cotés de toutes les forces démocratiques du monde qui se recommandent de ses principes. La France respectera tous les peuples ; elle sera, partout, fidèle à sa vocation qui est de défendre la liberté des peuples, l'honneur des opprimés, la dignité des femmes.

En cet instant où je suis chargé de présider aux destinées de notre pays et de le représenter dans le monde, je salue mes prédécesseurs, tous ceux qui avant moi ont eu la responsabilité de conduire la République, Charles de Gaulle qui mit son prestige au service de la grandeur et de la souveraineté de la France, Georges Pompidou qui fit de l'impératif industriel un enjeu national, Valéry Giscard d'Estaing qui relança la modernisation de la société, François Mitterrand qui fit tant avancer les libertés et le progrès social, Jacques Chirac qui marqua son attachement aux valeurs de la République ; Nicolas Sarkozy à qui j'adresse mes vœux pour la nouvelle vie qui s'ouvre devant lui.

Vive la République.

Vive la France.

Les 2 autres discours du 15 mai 2012 :

Discours de M. le président de la République en hommage à Jules Ferry

Mesdames, Messieurs,

Ch(è)r(e)s ami(e)s,

Dans l'histoire de la République, les grandes dates, les vraies étapes, les plus sûrs repères dans la marche du temps. Ce sont les lois.

Ici, en cet instant où commence un temps nouveau pour notre pays, je suis venu célébrer deux lois, que nous devons à l'obstination, à la volonté et au courage de Jules Ferry : la loi du 16 juin 1881 relative à la gratuité de l'enseignement primaire ; et la loi du 28 mars 1882 relative au caractère laïque et obligatoire de l'école.

Tout exemple connaît des limites, toute grandeur a ses faiblesses. Et tout homme est faillible. En saluant aujourd'hui la mémoire de Jules Ferry, je n'ignore rien de certains de ses égarements politiques. Sa défense de la colonisation fut une faute morale et politique. Elle doit, à ce titre, être condamnée. Et c'est le grand Clemenceau qui porta en son temps le réquisitoire le plus implacable au nom de la conscience universelle. C'est donc empreint de cette nécessaire lucidité que je suis venu saluer le législateur qui conçut l'école publique, le bâtisseur de cette grande maison commune, qu'est l'Ecole de la République. Nous devons tant à l'instruction publique. Et nous attendons encore tellement de l'école au moment où notre pays affronte de nouveaux défis.

C'est ce message de confiance à l'égard de l'Education nationale que je suis venu exprimer au moment où je prends mes fonctions de président de la République.

L'école comme émancipation. La connaissance, le goût d'apprendre, la jubilation de la découverte, le sens de la curiosité intellectuelle, sont des trésors auxquels l'Ecole a pour vocation de préparer toutes les jeunes consciences, tous les enfants de la Nation.

L'Ecole, comme lieu de la véritable égalité. Celle des chances, celle qui ne connaît comme seuls critères de distinction que le mérite, l'effort, le talent car la naissance, la fortune, le hasard établissent des hiérarchies que l'Ecole a pour mission, sinon d'abolir, du moins de corriger.

Cette égalité impose la justice entre les territoires : comment accepter qu'un enfant ait plus de chances de réussir s'il a grandi ici plutôt que là ? L'Ecole, c'est l'arme de la justice. Et la justice, c'est la mixité sociale. C'est à cette tâche noble entre toutes que l'Ecole se dévoue depuis plus d'un siècle. Faire de l'Ecole un lieu d'intégration de tous les enfants de la République reste la plus belle de nos ambitions nationales.

Voilà pourquoi j'ai décidé que priorité sera accordée aux écoles des quartiers populaires et à celles de certaines zones rurales.

Lieu de l'égalité, l'école publique est aussi celui de la laïcité.

Elle est le cadre où s'acquiert la liberté de conscience, cette « liberté souveraine de l'esprit ; (...) cette idée qu'aucune puissance ou intérieure ou extérieure, aucun pouvoir et aucun dogme ne doit limiter le perpétuel effort et la perpétuelle recherche de la raison humaine ». comme la définissait Jean Jaurès. La confiance dans les ressources de leur propre esprit, et les moyens de trouver ces facultés, de les exploiter, de les développer, de les exercer souverainement : voilà ce que l'Ecole doit apporter à tous ses enfants. Voilà ce que l'Etat doit permettre à l'Ecole d'être.

Par son œuvre de législateur, Jules Ferry a fait de l'école publique ce qu'elle est : un droit. Tous les enfants de France ont le droit d'étudier. Ils en ont même le devoir. Personne ne peut se voir refuser ce droit, nul ne peut s'exonérer de ce devoir. Mais l'Ecole est bien plus que cela. L'école est l'esprit de la République.

Je veux qu'elle retrouve tous les moyens d'être fidèle à sa vocation. Je veux lui rendre sa confiance en elle-même, sa foi dans ses propres capacités, sa volonté d'être conforme à son histoire et à son avenir.

L'Ecole a besoin de réformes. Elle attend aussi de la considération de la Nation et du soutien de l'Etat. Mais elle doit aussi être assurée de ses ressources. On ne peut enseigner correctement sans un encadrement suffisant de nos enfants. C'est la raison de mon engagement à recruter 60 000 personnels sur la durée de mon mandat.

Le 1^{er} août 1879, comme ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, Jules Ferry soulignait la nécessité d'une bonne formation de ceux qui sont appelés à dispenser l'enseignement : « Car savoir est une chose, enseigner ce qu'on sait est une chose bien plus difficile. On peut être un bachelier très éminent et cependant être un très mauvais maître d'école. Cette nécessité d'une préparation toute professionnelle est manifeste pour ces délicates fonctions ».

Comment a-t-on pu renier cette déclaration de bon sens ?

Voilà pourquoi je rétablirai la formation professionnelle des enseignants.

Pour honorer ses missions, je sais pouvoir compter sur le dévouement, le courage, des personnels de l'Education nationale. C'est vers eux que je me tourne, c'est à eux que j'adresse mes premiers mots en tant que président de la République.

Aux professeurs des écoles, aux enseignants du secondaire, aux universitaires, aux chercheurs, à tous les agents - des plus modestes au plus prestigieux - à tous ceux qui ont fait le choix de servir la connaissance et d'éveiller les consciences, je veux dire : vous êtes au service de la France.

Je sais la difficulté de votre tâche. J'en sais la grandeur. Les années qui viennent doivent être celles d'une nouvelle hiérarchie des valeurs, au sommet de laquelle la science, l'intelligence, la volonté d'apprendre et de transmettre seront les vertus les mieux reconnues et les plus respectées.

Tant de choses ont changé ! Les conditions du travail de l'enseignant. Les comportements des élèves ou l'irruption de la technologie numérique dans nos vies et dans nos classes. Mais une chose est pérenne : si le savoir n'est pas le monopole du maître, celui-ci garde la responsabilité d'en ordonner le sens.

Et l'Ecole garde toujours cette haute fonction que Jules Ferry lui conférait dans cette même Lettre aux Instituteurs : « (...) préparer à notre pays une génération de bons citoyens ».

Egalité, mixité, laïcité, instruction, apprentissage de la citoyenneté : Tels sont les principes contenus dans les lois dites Ferry.

Ils sont vivants. Ils trouveront toute leur place dans la politique que je conduirai pour que la génération qui vient vive mieux que la nôtre et pour que la promesse républicaine soit scrupuleusement tenue.

Discours de M. le président de la République à l'Hôtel de Ville de Paris

Monsieur le Président du Sénat,
 Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,
 Mesdames et Messieurs les ambassadeurs,
 Monsieur le Maire,
 Mesdames et Messieurs les élus,
 Mesdames et Messieurs,
 Ch(è)r(e)s ami(e)s,

C'est un honneur que d'être accueilli, en ce jour solennel où je suis investi de la plus haute charge de l'Etat, à l'Hôtel de Ville de Paris.

Je vous remercie, Monsieur le Maire, des paroles émouvantes et justes que vous venez de prononcer. Elles m'inspirent une sincère gratitude. Pour vous, pour la capitale de la France, et pour le peuple de Paris, que je salue.

Vous avez évoqué la belle et tumultueuse histoire de Paris. Une histoire où souffle l'esprit de liberté dont s'est éprise notre Nation tout entière.

L'esprit de 1789, qui a guidé les premiers pas de notre démocratie et inspiré les mots éternels de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, celui des Etats Généraux qui ont proclamé la souveraineté du peuple.

L'esprit du 14 juillet 1790, de la Fête de la Fédération, qui a permis à la France de se retrouver, à Paris. Fédérer, c'est rassembler. Et ma première mission, je le redis ici, est de réunir tous les Français et de redonner confiance et espoir à notre communauté nationale.

L'esprit de 1848, qui a fait inscrire sur les frontons de nos écoles et de nos mairies la devise « Liberté, Egalité, Fraternité » et adopté le drapeau tricolore.

L'esprit de 1871, qui a conduit Paris à refuser la défaite et à s'ériger en Commune avant que la semaine sanglante ne vienne écraser cette aspiration.

L'esprit de 1885, quand, le 22 mai, un cortège de plusieurs centaines de milliers de personnes suivi depuis l'Etoile, jusqu'au Panthéon, le corbillard des pauvres dans lequel reposait Victor Hugo.

L'esprit de 1944, qui a soulevé Paris pour libérer la capitale et rétablir la République.

L'esprit de 1968, qui a abattu tant de ces frontières sociales et culturelles qui corsetaient notre société. C'est cet esprit qui rend Paris unique au monde. Et en même temps, Paris appartient au monde entier. Paris est universel. Quand Paris parle, le monde l'écoute. Son génie, c'est d'inspirer les autres villes, les autres peuples, et comme le résumait si bien Victor Hugo : « le genre humain a des droits sur Paris. »

Tout citoyen français a deux attaches : son village ou sa ville, et Paris. Et moi, qui suis né en Normandie, qui ai tissé une relation si forte et si précieuse avec la Corrèze, je suis un Parisien de cœur et de vie.

Paris est plus grand que Paris.

C'est la ville qui attire le plus de visiteurs. Sans doute à cause de sa beauté, qui n'est pas seulement harmonie des formes mais aussi grâce du mouvement, force de la vie qui va.

A Paris, la culture est chez elle. Elle y respire librement, elle y est vivante, et ne cesse de se réinventer. La politique culturelle de la Ville de Paris est exemplaire. Des lieux comme le 104 ou la Gaîté lyrique, une expérience inédite comme Nuit Blanche, désormais imitée sur tous les continents, libèrent l'art de tous les liens qui voudraient l'enfermer, pour affirmer l'idée simple que les trésors de la création appartiennent à tous.

La création à Paris, c'est aussi l'audace, c'est le développement économique, l'innovation. Paris, c'est la ville où des centaines d'entreprises naissent chaque semaine, la ville du laboratoire Paris Région Innovation, qui accueille les idées neuves pour les transformer en projets puis en actes, la ville de la Cité de la mode et du design. C'est la ville où les créateurs, les entrepreneurs savent qu'ils trouveront toujours le soutien, l'encouragement, pour façonner l'avenir.

Paris, dans ses 105 km², produit 10 % de la richesse nationale. N'en doutons pas, notre capitale jouera un rôle central dans le nécessaire redressement de la France.

Ce dynamisme est également démographique. Paris est une ville qui grandit et qui rajeunit à la fois. Elle a gagné plus de 100 000 habitants en dix ans, et parmi eux beaucoup de familles, beaucoup d'enfants. C'est une ville jeune.

Cette jeunesse, c'est d'abord celle des universités et des grandes écoles de la capitale. Celle de la Sorbonne, du Collège de France, de l'Ecole normale supérieure, de l'Institut Pasteur, des Beaux-Arts, de la Faculté de Médecine. Et je n'oublie pas l'Ecole supérieure de physique et de chimie industrielles de Paris, celle où Marie Curie - que je vais honorer dans quelques minutes au nom de la Nation - a découvert le radium, celle où Georges Charpak et Pierre-Gilles de Gennes ont conduit les travaux qui leur ont valu le Prix Nobel. Mais aussi celle qui vit et étudie dans le « Nouveau Quartier Latin », entre

la Seine et la rue de Tolbiac. Paris est et doit rester un pôle d'excellence mondial de la recherche, dans les sciences humaines comme dans les sciences exactes.

Paris, c'est une capitale qui se transforme, dont l'architecture change. Des opérations d'urbanisme comme celle de la tour Bois le Prêtre, dans le 17^{ème} arrondissement, ont prouvé que les exigences d'esthétique, d'équilibre et d'audace relevaient aussi d'une politique sociale : elles ne sont pas réservées à des immeubles de prestige, mais elles s'appliquent au logement social, comme d'ailleurs aux équipements publics, aux crèches, aux écoles. Et dans les prochains mois, c'est le cœur de la capitale qui sera en un sens reconquis, restauré, retrouvé : les berges de la Seine seront rendues à la vie ; et les Halles, « le ventre de Paris », ressurgiront, plus belles, plus vertes que jamais.

A cette ville, Monsieur le Maire, vous avez beaucoup donné avec votre équipe. Ce qui a été accompli, ici, depuis onze ans, donne la mesure de ce que peut produire l'action publique lorsqu'elle est inspirée par l'exigence et par la simple et noble ambition d'être utile. Tous les Français vous en sont reconnaissants.

Car je le dis simplement : tout ce qui fait progresser Paris fait progresser la France.

Nous le savons, et vous l'avez rappelé, l'histoire des relations entre l'État et Paris est parcourue d'affrontements. C'est même l'une des grilles de lecture les plus constantes et les plus exactes de notre histoire commune, que ces défis lancés par le pouvoir parisien au pouvoir central. Le prévôt face au roi, la Ville face à la Cour, la Commune face à Versailles : l'Etat se méfiait de Paris, jusqu'à contenir la Ville dans un statut particulier.

Les temps ont changé. La France et Paris ne peuvent qu'avancer ensemble, dans la conscience d'un destin partagé. Ensemble, il nous revient d'engager une relation fondée sur le respect réciproque. Et je prends notamment devant vous, et devant les élus de cette agglomération, un engagement : celui de créer les conditions nécessaires à l'émergence d'une métropole parisienne capable d'affronter, à l'échelle pertinente, tous les défis qui se présentent à elle.

Nous nous appuyerons sur une structure qui existe, et qui a commencé de faire ses preuves : Paris Métropole, qui rassemble 200 collectivités, de toutes sensibilités politiques. Il nous faudra donner à cette fédération des bonnes volontés les moyens d'aller plus loin, avec l'énergie d'un Etat partenaire. Cette nouvelle confédération métropolitaine disposera de pouvoirs réels - notamment en matière de logement, puisque c'est là l'enjeu le plus immédiat et le plus urgent pour tant de familles.

Je m'adresse aujourd'hui à tous les Parisiens, à tous les habitants de la métropole et, au-delà, à tous les Français, sans en exclure aucun, sans écarter qui que ce soit, sans ignorer aucun citoyen de la République.

Un temps nouveau s'ouvre dans la vie de notre pays. Rien ne sera facile, rien ne nous sera donné, mais rien n'est inaccessible à la volonté. J'entends prouver, dans les mois qui viennent, que l'action de l'Etat peut apporter des changements véritables dans la réalité de la vie des Français telle qu'elle est. L'enjeu de ce quinquennat, c'est la jeunesse. Elle retrouvera sa place dans l'aventure collective de la Nation, elle cessera de vivre en marge de son propre pays, elle reconquerra sa fierté, sa conscience d'elle-même, et sa capacité de croire en ses chances.

L'enjeu de ce quinquennat, c'est le redressement. La France est une grande nation. Elle mérite de grands projets. La France se refusera au déclin, elle se relèvera, en s'appuyant sur la force et sur l'énergie de ses créateurs, de ses travailleurs, de ses artistes, de ses ingénieurs, de ceux qui la font vivre. Elle a toujours su le faire. Elle le fera à nouveau.

L'enjeu de ce quinquennat, c'est la justice. La République sera à tous les Français, elle saura tous les reconnaître, avec leurs différences. La République ne laissera aucun de ses enfants de côté.

L'enjeu de ce quinquennat, c'est le changement. Et le changement commence en ce jour. Il commence ici, dans la ville qui a si souvent été à l'origine de tant de bouleversements.

Au peuple de Paris, je veux dire ma reconnaissance. La large majorité que m'ont accordée les Parisiens m'honore et m'oblige particulièrement.

Je n'ai qu'une promesse à vous faire : que l'Etat soit au rendez-vous de sa capitale.

Je n'ai qu'une chose à vous demander : que Paris soit toujours Paris. C'est ainsi que la ville lumière continuera à servir le mieux notre patrie.

Vive Paris !

Vive la République !

Vive la France !